

LA LETTRE



Solidarité
Laïque

ÉDITO



Anne-Marie Harster
Présidente
de Solidarité Laïque

Sur la place du village d'une banlieue de Ouagadougou, dans la cour de récréation de Vandoeuvres-les-Nancy ou dans l'école rurale proche de Tiznit dans le sud marocain, nous faisons le même constat : il est possible de partager ce qui nous rassemble, de débattre, de ne pas être d'accord, de nous frotter à d'autres idées et de nous rencontrer pour faire ensemble.

L'éducation apprend cela. Créer des espaces de dialogue et de réflexion loin des dogmatismes ; permettre à chacune et à chacun de s'engager dans des projets utiles et citoyens ; donner des outils pour doter enfants, jeunes et adultes de la capacité de penser par eux-mêmes et de sortir du repli sur soi qui enferme l'autre dans des stéréotypes... Les éducateurs et les éducatrices le savent bien qui travaillent sans relâche pour que ceux qui sont isolés ou en échec soient inclus, autorisés à prendre la parole, considérés pleinement. Leurs leviers sont multiples : éducation par le sport et la culture, pédagogie active et coopérative, éducation populaire, ...

Solidarité et laïcité ne vont pas l'une sans l'autre. La lutte contre les injustices et les inégalités est au cœur du projet que porte le collectif Solidarité Laïque depuis plus de 60 ans : permettre à chacun et chacune d'accéder à une éducation qui donne accès à l'autonomie, à l'émancipation, à la citoyenneté, à la fraternité.

Dans quelle direction aller dans un monde qui semble déconstruit ? Et comment avancer ensemble, dans l'éblouissement d'une aube ou dans l'obscurité ? Telles sont peut-être les questions que posent les œuvres lumineuses de Mohamed Diagabaté, artiste malien de 34 ans sorti major de l'Institut national des Arts de Bamako en 2014.



DOSSIER

ÉDUCATION ET LAÏCITÉ PEUT-ON APPRENDRE À VIVRE ENSEMBLE ?

La Lettre de Solidarité Laïque N° 72. 1^{er} trimestre 2021 - Abonnement 20 € - Directrice de la publication : Anne-Marie Harster. Solidarité Laïque : 22 rue Corvisart - 75013 Paris - Tél. : 01 45 35 13 13 - Dépôt légal : août 2020 - Numéro ISSN 1298 714 X - Impression : IJB Bondues - Suivez nos actualités sur solidarite-laique.org

COVID-19

PLUS DE 11 MILLIONS DE FILLES POURRAIENT RETOURNER À L'ÉCOLE

NE PAS

Soutenons l'Éducation

* Source : Unesco. En octobre 2020, l'Unesco précisait aussi que les trois quarts des enfants en âge d'aller à l'école primaire qui ne mettront peut-être jamais les pieds à l'école sont des filles. Et que les impacts des discriminations passées sont tels que les femmes aujourd'hui représentent encore plus des deux tiers des adultes analphabètes.



Solidarité
Laïque



BON DE SOUTIEN

(À retourner dans l'enveloppe-réponse jointe ou à Solidarité Laïque 22 rue Corvisart 75013 Paris)

AVANTAGES FISCAUX

DON 50 € / DÉDUCTION 33 € / COÛT RÉEL 17 €

66%
DE DÉDUCTION
FISCALE

OUI j'aide **Solidarité Laïque** à développer ses programmes éducatifs en France et dans le monde. **Je fais un don de :**

20€ 50€ 100€ 200€ _____ €
À ma convenance :

Veuillez trouver ci-joint mon versement par chèque à l'ordre de **Solidarité Laïque**.

▶ Merci de m'envoyer à l'adresse ci-dessous le **reçu fiscal** me permettant de déduire de mes impôts **les deux tiers** de ce montant.

Mme Mlle M

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ VILLE : _____

Je souhaite recevoir la newsletter Internet de **Solidarité Laïque**.

Courriel (Facultatif) : _____ tél. : _____

Informatique et Liberté : Pour tout droit d'accès et de rectification, s'adresser à **Solidarité Laïque**. Si vous ne souhaitez pas que votre adresse soit transmise à nos partenaires, cochez cette case

ACTIONS . . .

Personnes migrantes TAMO, POUR UN ACCUEIL INCONDITIONNEL

Dans cet espace où résonnent de nombreuses langues africaines, de jeunes exilés peuvent trouver un repas, une douche chaude, un peu de réconfort et participer à des projets éducatifs et culturels.



© DR Solidarité Laïque

Dans ce centre d'accueil des Cemea Pays de la Loire, ce PEPS porte bien son nom : « Par l'Éducation Pour la Solidarité ».



On les appelle les « nini » ou « nijeur », ils ne sont ni majeurs, ni mineurs. Dans l'attente de la reconnaissance de leur minorité, des centaines de jeunes migrants se retrouvent dans une précarité extrême : à la rue, sans solution, sans ressource, une situation qui s'est encore aggravée avec la pandémie. C'est pour répondre à cette urgence qu'un groupe de militants nantais issus des Cemea Pays de la Loire, une organisation membre de Solidarité Laïque, ont ouvert un lieu associatif baptisé « Tamo », qui signifie « miroir du monde » en lingala. Depuis 5 ans, des jeunes venus de Guinée, du Mali, du Sénégal, de Côte d'Ivoire, du Congo, du Cameroun et du Soudan viennent trouver refuge ici. « Il s'agit principalement de jeunes hommes mais nous avons depuis peu des

jeunes femmes. On accueille ici aussi des personnes sans domicile fixe, des jeunes majeurs ou des mineurs reconnus. L'idée, c'est qu'on ne sélectionne pas les gens et qu'on ne pose pas de questions. C'est ce qui est apprécié, car les gens ne se sentent pas jugés », explique Elsa Pavageau, coordinatrice de l'accueil Tamo.

L'ÉDUCATION POPULAIRE, FABRIQUE DE SOLIDARITÉ

Après plusieurs jours ou semaines à la rue sans abri, sans protection, souvent sans personne à qui parler, cet abri leur permet de se nourrir, de se laver mais aussi de retrouver du lien. Au-delà de l'accès à la douche et à une connexion internet, de la distribution de repas et de kits d'hygiène et de masques, les jeunes qui se retrouvent là croisent des personnes d'origines diverses, Tamo étant situé dans un lieu interculturel et ouvert sur

le quartier. « Le lieu est pensé pour que ses publics le fassent vivre, poursuit la coordinatrice. Les jeunes et les animateurs, formés à l'école de l'éducation populaire, décident donc ensemble des activités qu'ils souhaitent mettre en place. » Avant la pandémie, des artistes venaient proposer des séances de danse ou d'improvisation théâtrale mais la situation est devenue plus compliquée. Un accompagnement psychosocial est aussi proposé pour tout ce qui concerne la santé, le juridique, le logement. « Nous les soutenons dans la prise de contact avec les institutions concernées, reprend Elsa Pavageau. Et il y a énormément à faire... » Ce qui semble porter ses fruits, au moins pour une partie des jeunes qui reviennent souvent voir les animateurs, même plusieurs années plus tard. « Ils associent cet endroit à quelque chose de positif. Ils viennent nous raconter qu'ils ont trouvé un travail, qu'ils ont fini leurs études ou bien qu'ils ont réussi à obtenir un appartement. Ils peuvent aussi nous demander de l'aide car l'administration française est loin d'être simple et accessible. »

SOUTENIR LES PROJETS DES MEMBRES

En prévision de la baisse des financements des collectivités sur ces projets d'inclusion, les Cemea ont demandé à Solidarité Laïque le soutien du dispositif PEPS (par l'éducation, pour la solidarité). Parmi les projets pour

« NOUS LUTTONS CONTRE L'ISOLEMENT EN CRÉANT DES OCCASIONS DE RENCONTRES ET DE DIALOGUE. »

l'année à venir, le centre entend renforcer les liens avec les établissements scolaires nantais pour étayer le suivi psycho-éducatif des jeunes scolarisés. « Quand ils quittent l'établissement scolaire, ils se retrouvent isolés et livrés à eux-mêmes. L'objectif est que l'on puisse plus facilement repérer leurs besoins », explique la coordinatrice. Une flotte de vélos sera aussi mise à leur disposition pour leur permettre de circuler plus facilement dans la ville, de découvrir leur environnement, et le code de la route. Enfin, des émissions de radio seront enregistrées. Il y sera question de culture, d'histoires de vie et de parcours migratoires. Une façon très concrète de faire le lien avec les habitants du quartier ! ■

DOSSIER...



École Simon Bolivar, 19^e arrondissement, Paris. Les élèves travaillent toute l'année sur la charte de la laïcité à l'école. Ici, une cérémonie officielle le 9 décembre, pour inaugurer une fresque géante où chaque enfant a inscrit un mot qu'il relie à la laïcité.

ÉDUCATION ET LAÏCITÉ

PEUT-ON APPRENDRE À VIVRE ENSEMBLE ?

Nicolas Cadène, auteur du livre « Pour en finir avec les idées fausses sur la laïcité »

rappelait fin 2020 lors d'un webinar organisé par Solidarité Laïque que la laïcité, qui est d'abord une liberté, a été pensée comme un outil de paix civile. Elle permet à chacun d'exprimer une conviction, et notamment une croyance, avec l'assurance qu'il est possible et même aisé de vivre bien ensemble dès lors que l'on peut compter sur un véritable respect mutuel. Dans un espace public laïque, toutes les opinions et convictions, mêmes les plus conservatrices ou celles à contre-courant de la pensée majoritaire ou convenue, ont droit de cité car la laïcité est la condition de l'existence de tous ces possibles.

Principe de droit en France qui garantit un Etat impartial et neutre, la laïcité est partout dans le monde un combat de militants largement partagé...et ardemment combattu. Les valeurs de l'humanisme et le désir de vivre en paix relient ces citoyens qui, parfois au péril de leur vie, défendent la primauté des droits fondamentaux et la simple possibilité d'être soi.

C'est à ce combat-là que participent aussi nos partenaires qui agissent aujourd'hui par l'éducation dans plus de 20 pays. Transformer la peur de l'Autre en curiosité et en désir de rencontre, ouvrir les esprits en donnant à vivre l'expérience du débat, de la contra-

diction, du respect de soi et de l'autre, tel est l'ambitieux projet de ces éducateurs et éducatrices acteurs et actrices de paix. Leur engagement contribue à bâtir une société où il est possible de célébrer son culte, de choisir et de vivre sa sexualité, de proclamer des opinions diverses pas uniquement culturelles, mais aussi culturelles, politiques, civiques... Focus sur plusieurs projets que nous sommes fiers de porter ! ■

Tunisie DES CLUBS DE CITOYENNETÉ POUR PROMOUVOIR LA DÉMOCRATIE

10 ans après la révolution tunisienne, le programme « Soyons actifs actives » reste très engagé dans les régions les plus défavorisées du pays. Mais la pandémie et la crise économique génèrent parfois frustration et ressentiment dans la population. A Jendouba, une association membre du programme se mobilise pour promouvoir les acquis de la démocratie.



© DR Solidarité Laïque

Organiser des débats publics, y compris sur le rôle de l'éducation, une nécessité pour développer la culture du dialogue.

Précarité, pauvreté, analphabétisme... Dix ans après la révolution tunisienne, le constat est rude dans cette région reculée de la Tunisie, à Jendouba, où les difficultés sociales, l'absence d'emploi et le décrochage scolaire se cumulent, laissant place à une crise de confiance envers les institutions démocratiques. Liberté de conscience et place de la femme sont notamment remises en question dans un contexte de plus en plus tendu qui touche désormais parfois aussi l'école publique : des familles préfèrent la délaissier au profit des écoles coraniques.

C'est pour résister à ce recul des principes qui ont guidé la révolution tunisienne et retrouver le chemin du dialogue que l'association ADEJE (Association de développement et d'encadrement des jeunes et de l'enfance) se mobilise aujourd'hui. Grâce au financement du programme Soyons actifs actives

dont elle est membre, elle intervient dans deux écoles à travers des « clubs éducatifs et environnementaux ». 500 élèves, parents d'élèves et enseignants sont invités tout au long de l'année à participer à des débats sur les droits fondamentaux et le respect de l'environnement. L'objectif est affirmé d'emblée : soutenir la capacité à penser par soi-même et à dialoguer, donner des outils pour déconstruire les stéréotypes et les théories complotistes que nourrissent l'absence d'éducation et la souffrance sociale.

ACCEPTER LE DÉBAT CONTRADICTOIRE

« Nous nous appuyons sur une pédagogie qui favorise la coopération, l'entraide et la libre expression, explique Faycel Mediouni, le Président d'ADEJE. Le système éducatif tunisien n'est pas encore très rodé avec ces pratiques pédagogiques, mais cette approche

de l'éducation est essentielle pour éduquer à la citoyenneté la nouvelle génération. Dans une démocratie, encore plus quand on sort d'un système politique autoritaire, on doit apprendre à écouter l'autre, à se faire son propre point de vue sans pour autant recourir à la violence. C'est toute la raison d'être de ces clubs. »

UN PRÉSIDENT NOBEL DE LA PAIX

Pour Ahmed Galaï, Président de l'antenne Solidarité Laïque Tunisie qui pilote le programme Soyons actifs actives, ce projet est aligné avec ce qui inspire le programme depuis maintenant 8 ans : « Depuis la Révolution, nous cherchons à bâtir un Etat de droit juste et respectueux de chacun et chacune, dans le respect des droits humains garantis par la Constitution de 2014 dont l'article 6 qui stipule la liberté de conscience. Pour cela, il y a deux leviers : lutter contre les inégalités et éduquer à cette capacité de penser par soi-même et de construire ensemble malgré les différences de points de vue. » ■

« POUR QUE TRIOMPHE LA DÉMOCRATIE, IL FAUT QUE CHACUN AIT LES MOYENS DE DÉBATTRE DES CONDITIONS QUI GARANTIRONT LA DIGNITÉ DE TOUS ET TOUTES. »

Ahmed Galaï, Président de l'antenne Solidarité Laïque Tunisie, membre de la Ligue tunisienne des droits de l'Homme, Prix Nobel de la paix en 2015

France-Maroc

LE CHANTIER DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE OU LA FORMATION DU CITOYEN

L'association Khamsa a rejoint le programme Jeunes des 2 rives. Depuis 20 ans, elle propose à des jeunes de Vandoeuvre-les-Nancy de participer à des chantiers de solidarité internationale au Maroc. Explications avec son Président, Abdellatif Mortajine.

« L'injustice est au cœur des difficultés que nous rencontrons dans nos quartiers. Elle génère de la colère contre soi et contre les autres... Mais qu'un jeune découvre qu'elle existe ailleurs, qu'il n'est pas tout seul dans cette situation, qu'il peut être utile, voilà qu'il ne voit plus le monde de la même façon. Quand il revient d'un village du sud marocain où il a participé à la réfection d'une école rurale, il sort du ressentiment pour devenir acteur et citoyen du monde. »

Pour Abdellatif Mortajine, le Président de l'association Khamsa qui opère à Vandoeuvre-les-Nancy, un quartier populaire

de Nancy, rejoindre le programme Jeunes des 2 rives était comme une évidence. Créée voilà 20 ans, Khamsa intervient auprès des femmes, des jeunes et des enfants pour le soutien scolaire, le soutien à l'insertion professionnelle et organise des chantiers de solidarité internationale. Au cours des vingt dernières années, les jeunes ont réhabilité 17 écoles primaires (électrification, équipement en mobilier, raccordement à l'eau), autant de bibliothèques et ouvert quatre écoles maternelles dans des lieux délaissés par les pouvoirs publics. « Quand ils se retrouvent à 3000 km de chez eux alors qu'ils n'avaient jamais mis les pieds dans le

« Jeunes des 2 rives » en bref

Soutenu par l'AFD et piloté par Solidarité Laïque, le programme Jeunes des 2 rives se déploie au Maroc, en Tunisie et en France, et s'ouvre à l'Algérie. En proposant à des jeunes l'expérience de l'engagement et de la solidarité internationale, il vise à les accompagner dans la construction d'une citoyenneté ouverte sur l'autre et sur le monde, imprégnée des valeurs de l'humanisme, de la tolérance et de l'acceptation des différences.

Il leur offre un cadre de dialogue et de coopération entre eux mais aussi un espace de réflexion et d'échange sur le monde qui les entoure. J2R mobilise plus de 200 éducateurs, qu'il forme à l'accompagnement de ces dynamiques citoyennes auprès de 800 jeunes, de 80 structures éducatives et d'une dizaine de membres de Solidarité Laïque.

centre-ville de Nancy, c'est un choc. Mais c'est aussi une fierté d'avoir pu participer à quelque chose d'utile et à un combat qui dépasse leur seule situation. » C'est là toute l'ambition du programme Jeunes des 2 rives, un programme soutenu par l'AFD qui ouvre un chemin vers une citoyenneté active. ■

Burkina Faso 100 ÉCOLES OÙ RECONSTRUIRE LE LIEN SOCIAL PAR LE DÉBAT

« Agressions physiques d'enseignants par des parents ou des élèves, délinquance juvénile et aussi affrontements communautaires, y compris au sein de l'école... Au Burkina Faso, on observe depuis plusieurs années une augmentation des phénomènes d'incivisme et de défiance vis-à-vis de l'Etat qui sapent la cohésion sociale. Ce programme apporte une réponse en recréant du lien et du débat par l'expression de la diversité culturelle et artistique », explique Pierre Sawadogo directeur de l'antenne Solidarité Laïque Afrique de l'Ouest au Burkina Faso.

Conduit avec l'association Bienvenue Théâtre du Bazéga dans 100 écoles, ce projet d'éducation à la citoyenneté s'adresse aujourd'hui à 10 000 enfants et jeunes des écoles primaires et secondaires. Paix, civisme, solidarité, santé, écocitoyenneté, liberté de conscience, parité... les thèmes abordés sont divers mais ont en commun de favoriser le débat. Comme

le souligne Laura, une lycéenne, « ici, on a le droit de ne pas être d'accord. Si je suis entendue dans ma parole, c'est plus facile de considérer l'autre pour ce qu'il est ».



© DR Solidarité Laïque

Le théâtre-forum, une animation qui développe l'esprit critique et la créativité.

Second volet de l'action, les animations organisées sous forme de « théâtre-forum ». Sur les places de village, dans les établissements scolaires, des saynettes mettent en situation des conflits sociaux, interethniques, familiaux ou genrés pour ouvrir ensuite au débat et proposer au spectateur de réagir. « Nous sommes complémentaires de l'école publique tout en visant le même objectif : former des esprits libres et respectueux des différences et bâtir un monde où il faut bon vivre en paix. » Un projet largement inspiré de celui de l'Unesco et de sa devise : « Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix. » ■

INTERVIEW « LES INÉGALITÉS SCOLAIRES SONT UN ENJEU POUR LA RÉPUBLIQUE »

Dans « L'école peut-elle sauver la démocratie? », les sociologues François Dubet et Marie Duru-Bellat scrutent l'effet des inégalités scolaires sur notre capacité à vivre ensemble. Interview d'un des co-auteurs.

Comment la République française se situe-t-elle au niveau européen en matière de lutte contre les inégalités scolaires ?

Au niveau européen, la France a rejoint le peloton de tête des pays où le niveau d'éducation moyen est le plus élevé : 46 % des Français de 30-34 ans sont dotés d'un diplôme de l'enseignement supérieur. Dans le même temps, nous avons un peu plus d'élèves qui, à 15 ans, manifestent des compétences faibles dans la maîtrise de l'écrit et des mathématiques. Derrière des études plus longues en moyenne, il y a donc un noyau conséquent d'élèves faibles qui sont surtout issus des milieux défavorisés. Car nous sommes le pays de l'OCDE où le niveau scolaire à 15 ans est le plus lié au milieu social d'origine, une spécificité très stable sur la durée.

Avec la création du collège unique et la massification scolaire, l'école est pourtant devenue plus égalitaire ?

Son accès est en effet moins inégalitaire, car plus de jeunes accèdent aux études mais elle peut être perçue comme plus injuste par les élèves, vue la façon dont on les sélectionne. Les inégalités sociales, qui se jouaient avant directement dans l'accès aux études, se sont déplacées à l'intérieur du système scolaire avec



François Dubet, co-auteur de « L'école peut-elle sauver la démocratie ? » (Seuil)

l'orientation vers les formations professionnelles techniques, qui reste le plus souvent vécue comme un choix négatif. Les élèves s'y sentent orientés parce qu'ils ne sont pas assez bons pour aller vers les filières générales. Ce mécanisme se déploie tout au long des parcours scolaires où la norme de l'excellence des élites pèse sur tous les élèves.

En quoi les inégalités scolaires représentent-elles un enjeu pour nos démocraties ?

Une école qui fait une promesse de succès pour tous qu'elle ne tient pas peut être dangereuse pour la démocratie car les élèves qui « n'y arrivent pas » se sentent humiliés, stigmatisés et exclus par ce système de sélection et d'orientation. Même s'il est préférable d'être scolarisé que d'être au chômage, se retrouver dès les premières années d'école, et souvent pendant toute sa scolarité, dans les derniers de la classe peut être extrêmement destructeur et générer de l'hostilité et de la défiance. Ouvrir le système à tous n'est donc pas suffisant ;

il faut des mesures de « discrimination positive » certes, ce qui est la fonction des REP et REP+, mais aussi lutter contre le regroupement des élèves faibles dans les mêmes établissements. Il faut de plus veiller à ce que tous les élèves réalisent effectivement les acquis considérés comme basiques et sortent véritablement grandis de leur scolarité.

Il faudrait donc pouvoir offrir à tous les élèves une expérience positive de l'école...

On rêverait en effet d'une école bienveillante pour tous. Et c'est précisément ce que notre école élitiste n'arrive pas toujours à faire. Soutenir et valoriser les talents qui ne sont pas purement scolaires, encourager les expériences coopératives comme le fait par exemple l'éducation populaire – avec tant de réussite, mais de moins en moins de moyens –, recentrer ce qui relève aujourd'hui des dispositifs extra-scolaires dans l'école elle-même et son fonctionnement « normal » sont des pistes qu'il faudrait, nous semble-t-il, explorer pour mieux prendre en compte tous les élèves.

N'est-ce pas le rôle aussi de l'éducation morale et civique d'apprendre à vivre ensemble ?

Oui, si l'on considère que l'éducation civique n'est pas seulement une matière scolaire... La tolérance ne s'enseigne pas, elle s'éprouve et se vit. C'est dans la vie scolaire elle-même, dans la communauté éducative, dans les activités collectives, que l'école peut être bienveillante et éducative. La bienveillance ne suppose pas que les élèves soient parfaitement égaux aux enseignants et aux adultes, mais qu'ils apprennent à construire ensemble leurs droits et leurs devoirs, à se respecter et à respecter les autres, qu'ils développent le goût et la confiance pour agir, penser et débattre avec d'autres. Et ceci devrait valoir pour tous les élèves, les bons comme les moins bons. ■

« LA TOLÉRANCE NE S'ENSEIGNE PAS, ELLE S'ÉPROUVE ET SE VIT. »

RDC DES ÉLÈVES ÉQUIPÉS POUR LA RENTRÉE !



En janvier dernier 20 000 élèves congolais ont repris le chemin de l'école avec des cartables bien fournis en cahiers, trousse et matériel créatif. Un moment festif rendu possible par la Rentrée solidaire RDC pour laquelle 70 000 enfants et jeunes s'étaient mobilisés en France en 2019 et qui avait permis de collecter 45 m³. Visionné plus de 10 000 fois, le film « Une journée l'école avec Daniel », en complément des 5000 posters pédagogiques, avait alors servi de support pédagogique à cette démarche d'éducation à la solidarité internationale. La campagne a été saluée par l'ambassade de France en RDC qui s'est déplacée lors de la remise des kits scolaires courant décembre. 62 écoles au total ont été équipées. ■

Madagascar

DÉFENDRE LES DROITS DES JEUNES MÈRES CÉLIBATAIRES

Lutter contre les abandons scolaires, le rejet social et la précarité. Tel est l'objectif du programme déployé dans les banlieues de Tananarive pour les jeunes mères célibataires.

Conduit dans les quartiers populaires d'Antananarivo par Solidarité Laique en consortium avec l'association Aide et Action et des institutions malgaches en charge de l'éducation, de la jeunesse et de la promotion de la femme, ce nouveau programme s'est donné les moyens de ses ambitions. Car nombreuses sont les mères célibataires qui sont obligées d'interrompre leur scolarité et se retrouvent exposées à une grande violence sociale. Non seulement leurs droits fondamentaux sont bafoués mais leur enfant grandit des conditions très précaires.

Comme le souligne Juliana, 20 ans, qui a rejoint en octobre le laboratoire d'initiatives sociales, « après l'accouchement, on est mis au ban de société, de la famille, de l'école... Je fais des ménages au jour le jour, mais

maintenant, je vais pouvoir me préparer un avenir et offrir à mon fils des conditions décentes pour grandir. »

L'association Sandratra (« lever du jour » en malgache) propose un accompagnement très complet à des jeunes mères célibataires de 17 à 29 ans. « Nous avons mis en place un laboratoire d'initiatives sociales, un modèle que nous expérimentons déjà avec des jeunes des grandes périphéries urbaines en Afrique de l'Ouest dans le cadre du pro-

gramme Compétences pour demain, explique Alain Canonne, le DG de Solidarité Laique. Outre la formation professionnelle qui y est proposée, les jeunes femmes bénéficieront d'un suivi psychosocial, d'une assistance à la vie quotidienne (papiers administratifs, santé, garderie...), de conseils d'orientation professionnelle jusqu'à la prise de poste. Ce sera aussi l'occasion de réseauter entre elles mais aussi avec d'autres jeunes. » Au total, ce sont 900 jeunes femmes qui pourront ainsi être accompagnées. ■

Des outils pour vivre ensemble !

Vous cherchez des outils pédagogiques pour parler de laïcité, expérimenter l'ouverture à l'autre, apprendre à dialoguer ? Vous voulez vous informer sur les actions mises en œuvre par Solidarité Laique et ses membres ? Rendez-vous sur www.solidarite-laique.org, rubrique Educateurs.

@ S'inscrire à la newsletter

↓ Télécharger nos outils pédagogiques

♥ Faire un don